



La source



BULLETIN DE LIAISON DES COMMUNISTES D'ISTRES / FOS

N°2

EDITO

Voilà: les vacances sont terminées. Avec regret pour ceux qui ont pu partir. Avec un certain soulagement pour ceux qui n'en ont pas eu ou les moyens: c'est la rentrée scolaire, ils retrouvent le quotidien, se fondent dans la masse, redeviennent des gens ordinaires. Ils retrouvent aussi les soucis et la vie chère. Partout, dans les quartiers, on entend la même chose:

« IL Y EN A MARRE D'ÊTRE FAUCHÉS! »

16% des salariés sont payés moins de 1000 euros, c'est beaucoup trop. Pour vivre, simplement dans la dignité, il faut 1500 euros. Et pas en 2012 comme le disent les socialistes.

A 200 jours de l'élection présidentielle, il est grand temps de s'organiser pour construire un avenir meilleur et conquérir un niveau de vie raisonnable.

Sylvie Delhaye.

Bataille pour GDF

Michel Vaxès, député communiste de la circonscription tente d'exclure Istres de l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie.

Pour défendre le statut public de GDF, les députés communistes ont déposé plus de 90000 amendements sur 137000. Jeudi soir, l'Assemblée nationale a sans doute établi un record de vitesse en rejetant, en un peu plus d'une demi-heure, 95 séries de 22 amendements communistes, soit 2.090 au total, visant à **exclure 95 communes de France de "l'ouverture du marché à la concurrence en matière d'électricité"**.

Défendus par Michel Vaxès et Daniel Paul, ces 2.090 amendements visaient à exclure de l'ouverture du marché en juillet 2007 des communes telles que Sevrans, Tremblay-en-France, Vizille, Saint-Amand-les-Eaux, Saint-Denis, Douai, Sète, Saint-Amand-Roche-Savine, Soissons, Le Havre, Istres ou encore Nanterre.

service public ou intérêts privés ?

En décidant de présenter un projet de privatisation de GDF, **le gouvernement revient sur son engagement de 2004**, voté par sa propre majorité UMP et n'autorisant pas l'État à descendre sous la barre des 70 % dans le capital de GDF.

Marchandiser l'énergie, le gaz, c'est priver la société des moyens de répondre à des besoins essentiels pour l'économie, l'industrie, les coopérations internationales ; c'est priver les êtres humains de leurs droits, dégrader la qualité de service et la sécurité, aggraver les inégalités, sacrifier l'emploi, le social, et l'environnement ; c'est libérer les prix et donc exclure une partie de la population du droit à l'énergie. C'est ainsi que d'avril 2005 à avril 2006 le prix de l'électricité produite par le secteur privé a vu ses **tarifs augmenter de 48 % en France et que l'écart des prix avec EDF atteint 66%**.

Dans ce sens, nous avançons des propositions pour une alternative à la privatisation :

- Arrêt de la privatisation de GDF et la fusion avec Suez
- créer Énergies de France en fusionnant EDF et GDF, à 100 % public et en constituant un pôle public de l'énergie, instrument indispensable d'une politique énergétique cohérente et maîtrisée
- renforcer la présence des organismes publics dans le capital de Suez
- garantir la sécurité d'approvisionnement et la **stabilité des tarifs** et sortir de la logique de guerre économique et des fusions-absorptions destructrices pour l'emploi et incapables de répondre aux besoins. **Arrêt du processus de libéralisation, et de mise en concurrence des services publics.**



